



Sortir de la peur pour construire le Québec de demain

par le *Centre justice et foi*

Après le terrible attentat ayant fait au moins 6 morts dans la ville de Québec le 29 janvier dernier, Mohammed Yanguï – le président du Centre culturel islamique de Québec – avait comme principale et légitime revendication que soit assurée la protection de sa communauté. Un appel partagé par plusieurs de nos concitoyens et concitoyennes de confession musulmane, et qui dépasse largement l’acte haineux dont certains viennent d’être victimes.

Cette peur ressentie n’est pas nouvelle, même si la tuerie de Québec nous a fait basculer au-delà d’une limite que nous aurions souhaitée infranchissable au Québec. Elle a été attisée par plusieurs événements survenus ici et ailleurs depuis déjà une quinzaine d’années. Cette peur a des répercussions bien réelles dans la vie d’hommes et de femmes pour qui la foi et la pratique religieuse sont importantes, autant que dans celles de personnes qui, tout en étant non croyantes, sont perçues comme telles. Marginalisation, climat de suspicion, agressions verbales et physiques, discriminations de toutes sortes ont même forcé certaines et certains à cacher leur appartenance musulmane pour éviter la stigmatisation.

Des personnes non musulmanes expriment aussi leur peur et leurs inquiétudes face à ces événements dont les véritables causes sont complexes et souvent délibérément cachées. Cela rend malheureusement plusieurs individus réceptifs aux solutions expéditives qui tiennent de la simplification et s’alimentent au rejet de l’autre. Le récent décret du président Trump sur l’immigration, cité en exemple en réponse aux événements de Québec par son porte-parole Sean Spicer, en est la pire caricature. Cette décision aura des conséquences dévastatrices autant sur le plan de la géopolitique internationale que sur les relations entre les citoyens étatsuniens eux-mêmes.

De nombreuses interventions politiques et médiatiques, depuis dimanche, soulignent le caractère paisible de la ville de Québec où l’improbable vient de se produire. Comme si cela relevait d’une fatalité qui nous dépasse. La tentation est grande de réduire cet acte de violence à un déséquilibre mental chez son auteur, sans approfondir le contexte qui le rend possible. La répétition *ad nauseam* des termes « terrorisme » et « radicalisme » n’aide pas non plus à saisir correctement la portée de ce que nous vivons. Nous ignorons ainsi d’autres éléments de compréhension qui permettraient aux décideurs politiques et à l’ensemble de notre société de mieux identifier certains enjeux sous-jacents à ce drame. Pourtant, seule une telle profondeur d’analyse nous rendra capable de réagir collectivement adéquatement.

Par exemple, qu'attend-on pour sévir contre les « radio-poubelles », particulièrement nombreuses dans la région de Québec, qui contribuent clairement à la construction de la haine de l'autre – qu'il s'agisse des immigrants ou des femmes? Leurs effets sur la désinformation ambiante et la détérioration du climat social sont dénoncés par des individus et des groupes, mais cela ne semble pas préoccuper suffisamment nos décideurs ni mobiliser l'opinion publique pour qu'on y mette un frein. Ce contexte vicié constitue pourtant un terreau fertile à l'organisation ou à la résurgence de tendances d'extrême droite que nous feignons d'ignorer. De même, l'acceptation de discours ayant pour finalité d'essentialiser les personnes dites musulmanes à partir de stéréotypes gommant la complexité des identités personnelles et collectives. Le refus de reconnaître en cela l'expression d'une islamophobie réelle, vécue au quotidien par certains de nos concitoyens et de nos concitoyennes, limite notre juste compréhension des mécanismes d'une exclusion sociale pourtant bien documentée par des méthodes d'enquête et de recherches scientifiques et rigoureuses.

Les angoisses persistantes d'une partie de la population, quant à la disparition d'une société qui aurait été, jadis, plus homogène, doivent aussi être entendues. Ce sentiment de perte d'héritage, d'effilochement des liens sociaux et de déclassement socio-économique pose un réel défi à nos démocraties depuis trop longtemps minées par le néolibéralisme.

L'avenir du Québec passera par notre capacité à reconstruire nos liens et notre histoire à partir d'un partage de la richesse, de la parole et du pouvoir qui inclura toutes les composantes de notre société – y compris ceux et celles qui choisissent le Québec dans un processus d'immigration. Cette tâche n'est pas simple, mais elle est possible si nous nous y engageons ardemment et si nous en faisons un véritable projet politique en y mettant les ressources nécessaires.

Nous devons prendre conscience de façon urgente que la peur et le sentiment d'impuissance ont des effets extrêmement délétères sur notre vie collective. C'est pourquoi il faut souligner le fait important que des milliers de Québécois et Québécoises aient exprimé leur refus de cette peur, de cette impuissance et de cette division programmée en participant aux vigiles ou gestes de solidarité proposés dans plusieurs endroits du Québec, et appuyés par de nombreuses personnes à travers le monde.

C'est aussi pourquoi nous devons demander aux décideurs politiques de cesser de remettre aux calendes grecques les actions décisives concernant les discours haineux, l'émergence de groupes d'extrême droite, l'islamophobie réelle, la création d'une commission sur le racisme systémique, la mise sur pied d'initiatives et d'espaces citoyens prenant à bras le corps les défis d'une société pluraliste. Autant de dossiers pour lesquels une action parlementaire et une allocation de ressources, au-delà des divisions partisans, est urgente.

L'attentat de Québec servira-t-il d'électrochoc afin que soit menée une réflexion en profondeur sur les conditions d'une véritable sécurité pour toutes et tous, et que des actions conséquentes soient prises? Il faut à tout prix qu'il en soit ainsi.

Montréal, le 31 janvier 2017